L'ABEILLE.

PAR BUILITT, MAGNE & Cie.
No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN, ... $12 par année.
Idem, trois fois par semaine, $10 "

POUR LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY,
DU KENTUCKY.

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

NOUVELLE ORLEANS:
MERCREDI MATIN 17 JUILLET 1839.

SINCERITE DES ULTRA-DEMOCRATES

Dans notre article d'hier nous avons prouvé que ceux la même qui croient le plus fort contre les spéculations et les spéculateurs, étaient les premiers à monter des spéculations et à se faire spéculateurs, que l'état-major le plus entier des *prêcheurs de démocratie* avait pensé actions dans une grande compagnie ayant pour but la vigie le spéculation sur les terres publiques.

Nous allons établir maintenant que toujours l'administration et les actes ont agi contrairement aux principes proclamés par eux, que toujours ils auraient pu dire FAITES CE QUE JE DIS ET NON CE QUE JE FAIS.

Mais auparavant qu'il nous soit permis de faire une remarque relativement à cette compagnie de spéculateurs, dont nous avons signalé l'existence.

On doit se rappeler que le président Jackson motiva sa fameuse circulaire du numéraire (*specie circular*), portant aux agents du gouvernement l'ordre de ne recevoir que des espèces en paiement des terres publiques, sur cette considération spécieuse que les terres du gouvernement donnaient lieu à d'immenses spéculations qui obligeaient l'honnête cultivateur à payer ces mêmes terres trois à quatre fois leur valeur primitive, et que c'était dans le but de mettre un terme à ces spéculations que l'ordre était donné de ne plus admettre en paiement, dans les bureaux des terres, autre chose que du numéraire. En un mot le but avoué du président était d'assurer à de nombreuses familles de cultivateurs la possibilité d'acquérir, à de meilleures conditions.

Assurement ce but était louable, mais par une singulière anomalie, le Président qui cherchait ostensiblement à protéger les spéculations de terres, semblait secrètement favoriser une grande compagnie de spéculateurs de terres, établie pour ainsi dire, dans ses bureaux. Car, à coup sûr, il ne pouvait ni ignorer l'existence, puisque ses conseillers les plus intimes en faisaient partie. Probablement que l'échec de la République que faisait une exception en leur faveur, pensant que la règle ne devait pas s'appliquer à ses flatteurs, qui pitié tout pensant qu'il y avait deux règles. Une pour le peuple, l'autre pour les courtisans.

Avant d'arriver au pouvoir, les hommes de l'administration actuelle déclamaient à grands cris des réformes, en accusant l'administration d'alors de faire des prodigalités. Arrivés au pouvoir, ont-ils accompli ces réformes? Nullement. Quant aux économies, il suffit de dire qu'alors le budget de l'Union se montait à TREIZE MILLIONS et que maintenant les prêcheurs d'économies le font aller à QUARANTE MILLIONS. Ainsi, et ces réformes et ces économies qu'on voulait faire, et dont on faisait tant de bruit, se résument en *vingt-sept millions* d'accédant de dépenses!

Avant d'arriver au pouvoir, les ultra-démocrates accusaient le gouvernement d'avoir trop d'influence sur les élections, trop de patronage; et depuis qu'ils sont au pouvoir ils ont decuplé cette influence par la création d'une foule de places amovibles. Et pourtant on ne veut pas encore s'en tenir là, puisque le bas secret du fameux projet de la *Sous-Trésorerie*, auquel on tient tant, est évidemment d'augmenter encore l'influence de l'exécutif.

Avant d'arriver au pouvoir, ils soutenaient que l'administration n'avait pas le droit de destituer les fonctionnaires pour cause d'opinion politique, et, une fois en possession du pouvoir, ils ont dit, comme Bennus, *ce n'est pas* et en conséquence ils ont hautement proclamé la maxime : *aux vainqueurs appartient le butin.*

L'administration, qui déclame depuis dix ans contre toute espèce de papier monnaie, ne subsiste depuis 1837, qu'au moyen du papier monnaie, ou bons de la trésorerie.

Ainsi la carrière des ultra-démocrates est un démenti perpétuel donné à leurs doctrines, car toujours et dans toutes les circonstances ils ont fait le contraire de ce qu'ils avaient dit. Sous leur égide, dans leur bouche on trouve invariablement ces mots : *l'incertitude pèse*, tandis qu'il est prouvé par leurs actes, que jamais ils n'ont eu en vue que leur *intérêt particulier*. AFFAMEZ-VOUS!!!

Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer le charitable son avec lequel les journaux des autres Etats de l'Union reproduisent les articles publiés présentairement, il y a déjà quelque temps, par certains de nos confrères annonçant l'apparition de la fièvre jaune. Ainsi, grâce à quelques éditeurs alarmistes, on s'imagine maintenant au Nord, sur la foi de ces publications, que le Beau fait partir nous de nombreuses victimes, tandis qu'en réalité la salubrité de notre ville a jamais été plus parfaite.

Cela prouve, suivant nous, combien il est contraire à l'intérêt général d'accueillir avec trop de légèreté des nouvelles alarmantes, souvent inventées par des personnes ayant intérêt à spéculer sur la frayeur publique.

Nous sommes autorisés à annoncer que le célèbre pantiste HENRI HERTZ, dont, sous peu de mois, traversera l'Atlantique pour visiter la Nouvelle-Orléans.

Le navire Caravan, capt. Moore de Boston est arrivé hier soir avec les restes du naufrage de la goélette *Adèle* Farina de Newburyport partie de Porto Rico pour Baltimore, rencontrée en mer par lat. 29° 50 N., longitude 71° 50 W., ayant fait une voie d'eau et sur le point de couler bas. Le Caravan après avoir pris l'équipage, a retiré 23 boucauts de farine sauvé, étant le reste de sa cargaison qui ne fut pas dissout lui enleva ses voiles et ses agrès et fort ce qui put être sauvé.

Nous avons dit, dans un précédent numéro, à quels motifs l'on attribuait la froideur qu'avait surtout une entre le vice-amiral Baudin et le commodore Shubrick. Il paraît, d'après un article que nous insérons dans la Gazette de Pensacole du 13 ct. qu'après une correspondrance très polie, qui a eu lieu entre ces deux officiers, tout sentiment d'aigreur entre eux avait disparu.

MM. Chas. Steffelin, Edward Mallard, Wm. Prehn, S. Labranche, H. Williams et P. Lasere Sloan, de cette ville, sont partis de New York le 6 courant, par le bateau à vapeur Liverpool pour Liverpool.

FLORIDE

Le *Tallahassee Star*, du 17 courant, dit que les indiens sont fortement occupés à planter du maïs et qu'ils sont décidés à recommencer les hostilités après la récolte. Ce rapport a été fait à Tallahassee par un indien capitf. Le *Star* ajoute qu'il ne doute pas de la vérité de ce fait et que l'on applaudira à la conduite des indiens en conformant au traité, tout porte à croire que les sauvages en général conservent encore des intentions hostiles.

On lit dans la Gazette de Pensacole du 13 juillet 1839 :

"La goélette des E.-Unis "Ontego", lieutenant Shubrick, est arrivée lundi de Key West. Le Ontego et un des petits bateaux qui ont été construits exprès pour être employés dans la guerre contre les Indiens.

Un accident fâcheux est arrivé au moment où on tirait un canon pour le 13 courant. En chargeant un canon, pour le 13 courant, la poudre s'est enflammée avant que l'on eût fini de bourrer la pièce, l'explosion a tellement mutilé les deux bras du maître d'équipage que l'on a été obligé de lui faire l'amputation."

[Rapporté pour l'Abeille.]

CONSEIL DE LA 1re. MUNICIPALITÉ.

Séance du Lundi, 15 juillet

Le Recorder, M. Bertus, est au fauteuil.

L'appel nominal fait par le secrétaire, constate la présence de 17 membres.

Parmi les résolutions qui sont à l'ordre du jour de pain la séance de 1er. de mois, la première qui se présente devant le conseil, est celle relative aux prisonniers.

Résolu qu'il est à l'avenir défendu aux femmes notoirement adonnées à la débauche et à la prostitution, d'occuper le rez de chaussée d'aucune maison située dans le carré de la ville, sous peine d'une amende de $25 ou de 15 jours d'emprisonnement.

Cette résolution est adoptée, avec un amendement dans le but de maintenir en vigueur les ordonnances relatives aux femmes publiques.

Une résolution a été présentée pour rapporter l'ordonnance accordant au comité de finances un comptant à $150 par mois et celle qui autorisait la création d'une place de voyer général.

Cette résolution est scindée, le conseil vote que la première partie sera immédiatement déposée sur le bureau, la seconde partie relative au voyer général et l'élection de ce fonctionnaire sont remises à la séance prochaine.

Une résolution fixant à $3000 par an les appointements de M. Guirot, trésorier du département de la police, et l'obligeant à fournir un cautionnement de $30,000, est adoptée à l'unanimité.

M. Edmund J. Forstall, président du comité des finances, offre au conseil sa démission, en annonçant que des raisons qu'il exposera plus tard, le forceront bientôt à cesser de faire partie du conseil.

M. Pecaul, membre du même comité, après avoir donné à M. Forstall des éloges sur son travail pour s'organiser l'administration des finances, propose de refuser la démission du président.

Le conseil décide à l'unanimité qu'il ne peut pas accepter la démission de M. Forstall, en sa qualité de Président du comité de finances.

Mr. Caisson présente une résolution pour autoriser la Maire à louer une petite maison à bon marché, au village du Bayou St. Jean, pour y loger le poste de la garde municipale.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Le secrétaire du conseil donne lecture d'une lettre de M. Philippe Guesnon, et trésorier, demandant le remboursement d'une somme de $2,33 75, qu'il a perdue dans le cours de sa gestion sur un change, sont par billets contrefaits. Renvoyé au comité des finances.

Mr. Dupuy présente la résolution suivante qui est adoptée. Résolu qu'à l'avenir les salaires des employés payables par trimestre, leur seront payés chaque mois dans la proportion.

Mr. Crusat présente une résolution pour accorder au Recorder un commis, dont les appointements seront de $75 par mois. Ce nouvel employé est devenu indispensable par suite de la création des Constables dont les rapports de citations exigent un travail journalier.

Le Conseil adopte cette résolution après quelques explications données par le Recorder lui-même.

M. Vignie présente une résolution pour rapporter un article du règlement. Adopté.

D'après cette disposition le comité des pétitions se trouve abrogé, et désormais le Conseil s'en occupera, sans aucun intermédiaire.

Sur motion de Mr. Luzenberg,

Résolu que les banquettes des propriétés appartenant à la Municipalité, dans la rue de la Douane, au delà des Remparts, seront faites immédiatement.

Une dernière résolution restait à l'ordre du jour; celle présentée par M. Crusat, président du comité du port et de la Levée, pour faire prolonger dans le fleuve les wharfs entre les rues du Maine et de l'Esplanade, jusqu'à ce que les bâtimens passent y trouver 17 pieds de profondeur, aux plus hautes eaux. Ce travail, d'après le devis fourni par le voyer, ne coûtera que $6500, et cette somme devra être prélevée sur les revenus du port.

Après avoir adopté cette résolution, le conseil s'ajourne à lundi prochain 29 juillet, à 5 heures du soir.

J

COUR CRIMINELLE.

AFFAIRE GIBSON.

(Fin.)

Nous avons dit hier que l'avocat général s'était appuyé sur la preuve qu'offrait de faire le défendeur. Dès lors, tous les efforts des deux parties se concentrèrent sur ce seul point.

M. Hunt prit la parole. Quand le libelle fut poursuivi par devant un tribunal de juridiction criminelle, la vérité ne fut pas être entendue. La loi criminelle considère le libelle comme une publication de nature à troubler la paix publique. La vérité n'est souvent que plus propre à blesser un individu, et à la soumettre à une plus forte vengeance. Sans doute, il est juste de reprendre sur les droits de la liberté pour les discussions de la presse, mais il faut s'arrêter un instant avant de se faire lavocat d'une presse dégénérée, qui n'a fonction que de servir à la vie privée, et jeter la discorde dans la société, et dévoiler des secrets qui ne touchent en aucune manière, au bien public, et qui, après tout, ne sont que des calomnies. Quoi! La presse ne peut-elle donc pas publier nos débats judiciaires? Ne peut-elle pas faire retentir nos paroles, et circuler les secrets que la justice dévoile? Eh! qui donc une recourir à cette dangereuse liberticide? Qui osera arguer du glaive de la justice pour protéger les propagateurs de la vérité? Avant de toucher à cette arme sainte, sachez qu'il faut être pur. Avant de demander vengeance, sachez qu'il faut être sa-même sans reproche. Ainsi d'ailleurs dans ce temple, sachez qu'il faut être mains se lever les mains à la pureté. . . Je ne défends pas la licence de la presse. Je la déplore aussi fortement que l'avocat-général. Jon voix les maux comme lui, mais nous différons sur le remède. Il est inutile de poursuivre le libelle, il vaut mieux l'exprimer, vous finissez par ennoblir sa cause par votre acharnement, par l'abus que vous faites de votre pouvoir. Le public seul sait faire justice de ces presses licencieuses. Quand la presse se fait le porte-voix de la calomnie, tot ou tard le rideau se déchire, et laisse voir dans toute sa laideur l'esprit qui a dicté des insinuations mensongères. . . . On nous a demandé dans un langage humide d'onction et de pleurs, s'il fallait laisser impuni l'enflame qui, pour assouvir une petite vengeance, était exhumer du passé les fautes long-temps oubliées d'une faible femme. Cette femme, ajoutait les mêmes lèvres qui lui rappelaient son malheur, elle aurait repris le sentier de la vertu, elle aurait racheté l'erreur d'un instant par une sainte irréprochable. La vérité, le libelle justifierait elle l'homme qui repoussait l'attestation publique? Le premier jeune homme de cette femme? Non. Une action si noire, si lâche, crierait vengeance d'elle-même, et les jures effrayés se hâteraient de condamner le misérable. Mais qu'est-ce à dire? Alors, quand de si belles qualités, de femme repentante, de secrets dévoilés? Rien, nous n'avons rien dit de la malheureuse victime, nous avons voulu plutôt punir son séducteur. Mais nous disons ceci à notre tour. Voici un médecin dont le rôle couvre des désirs criminels, de brutales passions. Nos jurés lui sont ouverts, il commande notre confiance, il est reçu dans le sein le plus intime de la famille. Nous l'apprenons à nous dans nos heures de douleur, à nous consulter, à nous confier nos peines. Nous l'appelons à nous dans nos heures de douleur, à nous le lit de souffrance. Nous nous fions à sa moralité, comme au devin, à son honneur comme homme. Il vient prodiguer les secours de son art à notre femme, à notre fille, et pendant qu'il lui palpe le poignet, pendant que la sueur froide d'un homme respectable, et la mère vertueuse d'une jeunesse pleine d'espérance. Un suppose que ses erreurs seraient oubliées et pardonnées. Eh bien, on demande si ces mêmes erreurs qu'elle a espéres peuvent être impunément arrachées au passé, et jetées de nouveau au milieu d'un monde sensible, qui ne verra que sa faute et ne pardonnera jamais. Ah! Messieurs, il faut être bien sûr de son cœur pour se hasarder à de pareilles épreuves!

Toutes ces suppositions sont au moins inadmissibles; elles ne peuvent s'appliquer au cas actuel, où il n'a été parlé que du séducteur et non pas de la personne séduite.

L'orateur jette cette maxime, comme la base de ses paroles : *Nothing is true but reason.* Il combattit totalement la doctrine qui exclue la vérité dans un cas de libelle, parce qu'elle tend à briser l'harmonie publique. Cette doctrine est, selon lui, une des nulle absurdités de la loi commune. On doit se résigner à une insécurité sérieuse, pendant où la loi est vague et son exprit inconnu. Avec la doctrine que professe l'avocat-général, il n'est point de liberté possible. Nulle loi indépendante oserait faire part de ses pensées à ses concitoyens, sans encourir la chance d'une poursuite criminelle. Une seule ligne suffirait pour faire traîner un écrivain à la barre de cette cour. Les dangers intimideront les plus timorés, les difficultés arrêteront les hommes supérieurs. Désormais, personne ne pourrait se dire qu'elle est à l'abri de la persécution de cette loi arbitraire. Elle pourrait bien d'avouer qu'elle n'a cessé que la vérité, mais ce n'est pas une défense rationelle aux yeux du ministère public. Mieux vaudrait alors rappeler du ancien l'antique censure de la presse, ou souverire auparavant tous nos écrits à la sévère juridiction d'un censeur général.

Avec ces peines devant les yeux, et ces fers qui pèsent sur les bras, et ces cables qui arrêtent la plume, l'intelligence elle-même se sentirait à l'étroit, garrotée. Il n'est pas un écrivain public, quelque fier, quelque libre qu'il fût, qui pourrait publier ses méditations sans craindre d'être accusé de libelle. Il lui semblerait toujours voir le terrible sabre de Damoclès suspendu au-dessus de sa tête par un seul cheveu. L'idée d'un pareil état de servitude et d'oppression est intipportable. Elle ne peut émaner de quiconque est susceptible de hautes pensées, et les hommes éclairés ne voudront pas accepter de pareilles chaînes. Ils ne parviendront à empêcher de la rejeter loin d'eux.

M. Cohen continuait encore quand l'horloge l'ajourna pour midi sonna à la cathédrale. Il dit alors qu'il sentait lui-même que sa défence n'était pas complète, mais, que n'ayant pas le temps nécessaire pour développer tout son système, il abandonnait cette tâche à ses habiles collègues.

A l'ouverture de la séance du 5 M. P. Soulé eut la parole. Sa brillante réputation avait attiré tous les amateurs de l'art oratoire. On sait qu'il a le bien-être de ne pas jouir beaucoup, auquel il offre si cette fois les conseils de son expérience, et les secours de ses talens. Il embrasa la question sous un point de vue large et juste en même temps. Il en dégagea toutes les branches inutiles et la réduisit à cette simple proposition : " La vérité ne justifie pas toujours le libelle, elle tend seulement à détruire la prosopation de mettre, que le libelle réveille naturellement dans l'esprit". Il soutint que la fameuse maxime paraphrasée ainsi : " The greater the truth, the greater the libel, " est une maxime absurde et *liberticide*.

Mr Soulé est réputé un des plus grands orateurs du pays. Nous tâcherons de recueillir quelques lambeaux de ses puissante défense. Malheureusement nous ne pourrons pas reproduire exactement ses élégantes paroles qui ont ému si profondément l'auditoire. Nous nous sentions dans l'impuissance de traduire sur le papier ce brillant, ces images, ce nerf, cette hardiesse heureuse de la pensée et de l'expression, qui caractérisent ce grand orateur.

. . . On sait ce qu'a été en Angleterre la fameuse Chambre Etoilée, qui, dès son origine, a travesti le véritable esprit de la loi commune. On connait les effets pernicieux de cet odieux tribunal, dont l'unique objet était l'entière destruction des vieilles libertés du peuple, qui voulait exercer une large porte aux envahissements du pouvoir qu'en faisant le sanctuaire de l'oppression, le berceau de toute doctrine tyrannique, qui consacrait solennellement la malsaine que nous débattons aujourd'hui. Mais il existait une autre puissance qui devait émousser la pointe du glaive de l'injustice. Les Jures s'élevèrent contre les décisions de la Chambre, et leur courage fut plus d'une fois un rempart solennel contre le fait. Leur noble indépendance, leur amour de la liberté, leur respect des saintes écritures sur lesquelles ils venaient de déposer leur serment, rendirent vains et impuissants tous les efforts du pouvoir pour étouffer la vérité et écraser la justice. Vainement la colère du despotisme fit grander ses terribles menaces sur leur tête. La doctrine fut repoussée; et, quoique prononcée par la force, l'omnipotence des Jures la rendait nulle dans ses applications. Alors, en évoqua du sein d'une autre loi plus absurde et plus fatale à la liberté. La cour s'arroga la prérogative de juger la question de droit, et laissa aux Jures la question de fait. Mais ceux ci sacrifiant cette seconde doctrine du stigmate de leur désapprobation ils lui dirent, arrêtez! Partout où la vérité ne pût se laisser voir, de lancèrent un verdict d'acquittement. Ils firent retentir les tonnerres de leur indignation sur les oreilles de ceux qui prétendaient asservir leur conscience jusqu'à leur faire condamner un citoyen qui aurait exercé librement sa pensée, sans examiner si ce qu'il avait dit était vrai ou faux.

C'est ce fut qu'en 1784, que ces doctrines furent accueillies par le génie d'Erskine qui éleva en quelque sorte la presse de l'objection où elle croupissait. Il provoquait la gloire de Mansfield, et sa mémoire, qui est encore devant le génie tout-puissant et par d'Erskine. Les communes se saisirent aussitôt de la question, et déclarèrent qu'en déférant aux Jures les faits étaient les seuls juges des points de droit et de fait. Cette déclaration ainsi que la loi commune dans ses véritables principes, élevèrent l'omnipotence des jurés sur les décrétions tyranniques des juges, combattent les vieilles ornières de la chambre étoilée.

. . . . . Quoi! La presse ne peut-elle donc pas publier nos débats judiciaires? Ne peut-elle pas faire retentir nos paroles, et circuler les secrets que la justice dévoile? Eh! qui donc une recourir à cette dangereuse liberticide? Qui osera s'armer du glaive de la justice pour protéger les propagateurs de la vérité? Avant de toucher à cette arme sainte, sachez qu'il faut être pur. Avant de demander vengeance, sachez qu'il faut être sa-même sans reproche. Ainsi d'ailleurs dans ce temple, sachez qu'il faut être mains se lever les mains à la pureté. . . Je ne défends pas la licence de la presse. Je la déplore aussi fortement que l'avocat-général. J'en vois les maux comme lui, mais nous différons sur le remède. Il est inutile de poursuivre le libelle, il vaut mieux l'exprimer, vous finissez par ennoblir sa cause par votre acharnement, par l'abus que vous faites de votre pouvoir. Le public seul sait faire justice de ces presses licencieuses. Quand la presse se fait le porte-voix de la calomnie, tot ou tard le rideau se déchire, et laisse voir dans toute sa laideur l'esprit qui a dicté des insinuations mensongères. . . . On nous a demandé dans un langage humide d'onction et de pleurs, s'il fallait laisser impuni l'enflame qui, pour assouvir une petite vengeance, était exhumer du passé les fautes long-temps oubliées d'une faible femme. Cette femme, ajoutait les mêmes lèvres qui lui rappelaient son malheur, elle aurait repris le sentier de la vertu, elle aurait racheté l'erreur d'un instant par une sainte irréprochable. La vérité, le libelle justifierait elle l'homme qui repoussait l'attestation publique? Le premier jeune homme de cette femme? Non. Une action si noire, si lâche, crierait vengeance d'elle-même, et les jures effrayés se hâteraient de condamner le misérable. Mais qu'est-ce à dire? Alors, quand de si belles qualités, de femme repentante, de secrets dévoilés? Rien, nous n'avons rien dit de la malheureuse victime, nous avons voulu plutôt punir son séducteur. Mais nous disons ceci à notre tour. Voici un médecin dont le rôle couvre des désirs criminels, de brutales passions. Nos jurés lui sont ouverts, il commande notre confiance, il est reçu dans le sein le plus intime de la famille. Nous l'apprenons à nous dans nos heures de douleur, à nous consulter, à nous confier nos peines. Nous l'appelons à nous dans nos heures de douleur, à nous le lit de souffrance. Nous nous fions à sa moralité, comme au devin, à son honneur comme homme. Il vient prodiguer les secours de son art à notre femme, à notre fille, et pendant qu'il lui palpe le poignet, pendant que la sueur froide d'un homme respectable, et la mère vertueuse d'une jeunesse pleine d'espérance. Un suppose que ses erreurs seraient oubliées et pardonnées. Eh bien, on demande si ces mêmes erreurs qu'elle a espéres peuvent être impunément arrachées au passé, et jetées de nouveau au milieu d'un monde sensible, qui ne verra que sa faute et ne pardonnera jamais. Ah! Messieurs, il faut être bien sûr de son cœur pour se hasarder à de pareilles épreuves!

Toutes ces suppositions sont au moins inadmissibles; elles ne peuvent s'appliquer au cas actuel, où il n'a été parlé que du séducteur et non pas de la personne séduite.

L'orateur jette cette maxime, comme la base de ses paroles : *Nothing is true but reason.* Il combattit totalement la doctrine qui exclue la vérité dans un cas de libelle, parce qu'elle tend à briser l'harmonie publique. Cette doctrine est, selon lui, une des nulle absurdités de la loi commune. On doit se résigner à une insécurité sérieuse, pendant où la loi est vague et son esprit inconnu. Avec la doctrine que professe l'avocat-général, il n'est point de liberté possible. Nulle loi indépendante oserait faire part de ses pensées à ses concitoyens, sans encourir la chance d'une poursuite criminelle. Une seule ligne suffirait pour faire traîner un écrivain à la barre de cette cour. Les dangers intimideront les plus timorés, les difficultés arrêteront les hommes supérieurs. Désormais, personne ne pourrait se dire qu'elle est à l'abri de la persécution de cette loi arbitraire. Elle pourrait bien d'avouer qu'elle n'a cessé que la vérité, mais ce n'est pas une défense rationelle aux yeux du ministère public. Mieux vaudrait alors rappeler du ancien l'antique censure de la presse, ou souverire auparavant tous nos écrits à la sévère juridiction d'un censeur général.

Avec ces peines devant les yeux, et ces fers qui pèsent sur les bras, et ces cables qui arrêtent la plume, l'intelligence elle-même se sentirait à l'étroit, garrotée. Il n'est pas un écrivain public, quelque fier, quelque libre qu'il fût, qui pourrait publier ses méditations sans craindre d'être accusé de libelle. Il lui semblerait toujours voir le terrible sabre de Damoclès suspendu au-dessus de sa tête par un seul cheveu. L'idée d'un pareil état de servitude et d'oppression est intipportable. Elle ne peut émaner de quiconque est susceptible de hautes pensées, et les hommes éclairés ne voudront pas accepter de pareilles chaînes. Ils ne parviendront à empêcher de la rejeter loin d'eux.

M. Cohen continuait encore quand l'horloge l'ajourna pour midi sonna à la cathédrale. Il dit alors qu'il sentait lui-même que sa défence n'était pas complète, mais, que n'ayant pas le temps nécessaire pour développer tout son système, il abandonnait cette tâche à ses habiles collègues.

A l'ouverture de la séance du 5 M. P. Soulé eut la parole. Sa brillante réputation avait attiré tous les amateurs de l'art oratoire. On sait qu'il a le bien-être de ne pas jouir beaucoup, auquel il offre si cette fois les conseils de son expérience, et les secours de ses talens. Il embrasa la question sous un point de vue large et juste en même temps. Il en dégagea toutes les branches inutiles et la réduisit à cette simple proposition : " La vérité ne justifie pas toujours le libelle, elle tend seulement à détruire la prosopation de mettre, que le libelle réveille naturellement dans l'esprit". Il soutint que la fameuse maxime paraphrasée ainsi : " The greater the truth, the greater the libel, " est une maxime absurde et *liberticide*.

Mr Soulé est réputé un des plus grands orateurs du pays. Nous tâcherons de recueillir quelques lambeaux de ses puissante défense. Malheureusement nous ne pourrons pas reproduire exactement ses élégantes paroles qui ont ému si profondément l'auditoire. Nous nous sentions dans l'impuissance de traduire sur le papier ce brillant, ces images, ce nerf, cette hardiesse heureuse de la pensée et de l'expression, qui caractérisent ce grand orateur.

. . . On sait ce qu'a été en Angleterre la fameuse Chambre Etoilée, qui, dès son origine, a travesti le véritable esprit de la loi commune. On connait les effets pernicieux de cet odieux tribunal, dont l'unique objet était l'entière destruction des vieilles libertés du peuple, qui voulait exercer une large porte aux envahissements du pouvoir qu'en faisant le sanctuaire de l'oppression, le berceau de toute doctrine tyrannique, qui consacrait solennellement la malsaine que nous débattons aujourd'hui. Mais il existait une autre puissance qui devait émousser la pointe du glaive de l'injustice. Les Jures s'élevèrent contre les décisions de la Chambre, et leur courage fut plus d'une fois un rempart solennel contre le fait. Leur noble indépendance, leur amour de la liberté, leur respect des saintes écritures sur lesquelles ils venaient de déposer leur serment, rendirent vains et impuissants tous les efforts du pouvoir pour étouffer la vérité et écraser la justice. Vainement la colère du despotisme fit grander ses terribles menaces sur leur tête. La doctrine fut repoussée; et, quoique prononcée par la force, l'omnipotence des Jures la rendait nulle dans ses applications. Alors, en évoqua du sein d'une autre loi plus absurde et plus fatale à la liberté. La cour s'arroga la prérogative de juger la question de droit, et laissa aux Jures la question de fait. Mais ceux ci sacrifiant cette seconde doctrine du stigmate de leur désapprobation ils lui dirent, arrêtez! Partout où la vérité ne pût se laisser voir, de lancèrent un verdict d'acquittement. Ils firent retentir les tonnerres de leur indignation sur les oreilles de ceux qui prétendaient asservir leur conscience jusqu'à leur faire condamner un citoyen qui aurait exercé librement sa pensée, sans examiner si ce qu'il avait dit était vrai ou faux.

C'est ce fut qu'en 1784, que ces doctrines furent accueillies par le génie d'Erskine qui éleva en quelque sorte la presse de l'objection où elle croupissait. Il provoquait la gloire de Mansfield, et sa mémoire, qui est encore devant le génie tout-puissant et par d'Erskine. Les communes se saisirent aussitôt de la question, et déclarèrent qu'en déférant aux Jures les faits étaient les seuls juges des points de droit et de fait. Cette déclaration ainsi que la loi commune dans ses véritables principes, élevèrent l'omnipotence des jurés sur les décrétions tyranniques des juges, combattent les vieilles ornières de la chambre étoilée.

. . . . . Quoi! La presse ne peut-elle donc pas publier nos débats judiciaires? Ne peut-elle pas faire retentir nos paroles, et circuler les secrets que la justice dévoile? Eh! qui donc une recourir à cette dangereuse liberticide? Qui osera s'armer du glaive de la justice pour protéger les propagateurs de la vérité? Avant de toucher à cette arme sainte, sachez qu'il faut être pur. Avant de demander vengeance, sachez qu'il faut être sa-même sans reproche. Ainsi d'ailleurs dans ce temple, sachez qu'il faut être mains se lever les mains à la pureté. . . Je ne défends pas la licence de la presse. Je la déplore aussi fortement que l'avocat-général. J'en vois les maux comme lui, mais nous différons sur le remède. Il est inutile de poursuivre le libelle, il vaut mieux l'exprimer, vous finissez par ennoblir sa cause par votre acharnement, par l'abus que vous faites de votre pouvoir. Le public seul sait faire justice de ces presses licencieuses. Quand la presse se fait le porte-voix de la calomnie, tot ou tard le rideau se déchire, et laisse voir dans toute sa laideur l'esprit qui a dicté des insinuations mensongères. . . . On nous a demandé dans un langage humide d'onction et de pleurs, s'il fallait laisser impuni l'enflame qui, pour assouvir une petite vengeance, était exhumer du passé les fautes long-temps oubliées d'une faible femme. Cette femme, ajoutait les mêmes lèvres qui lui rappelaient son malheur, elle aurait repris le sentier de la vertu, elle aurait racheté l'erreur d'un instant par une sainte irréprochable. La vérité, le libelle justifierait elle l'homme qui repoussait l'attestation publique? Le premier jeune homme de cette femme? Non. Une action si noire, si lâche, crierait vengeance d'elle-même, et les jures effrayés se hâteraient de condamner le misérable. Mais qu'est-ce à dire? Alors, quand de si belles qualités, de femme repentante, de secrets dévoilés? Rien, nous n'avons rien dit de la malheureuse victime, nous avons voulu plutôt punir son séducteur. Mais nous disons ceci à notre tour. Voici un médecin dont le rôle couvre des désirs criminels, de brutales passions. Nos jurés lui sont ouverts, il commande notre confiance, il est reçu dans le sein le plus intime de la famille. Nous l'apprenons à nous dans nos heures de douleur, à nous consulter, à nous confier nos peines. Nous l'appelons à nous dans nos heures de douleur, à nous le lit de souffrance. Nous nous fions à sa moralité, comme au devin, à son honneur comme homme. Il vient prodiguer les secours de son art à notre femme, à notre fille, et pendant qu'il lui palpe le poignet, pendant que la sueur froide d'un homme respectable, et la mère vertueuse d'une jeunesse pleine d'espérance. Un suppose que ses erreurs seraient oubliées et pardonnées. Eh bien, on demande si ces mêmes erreurs qu'elle a espéres peuvent être impunément arrachées au passé, et jetées de nouveau au milieu d'un monde sensible, qui ne verra que sa faute et ne pardonnera jamais. Ah! Messieurs, il faut être bien sûr de son cœur pour se hasarder à de pareilles épreuves!

Toutes ces suppositions sont au moins inadmissibles; elles ne peuvent s'appliquer au cas actuel, où il n'a été parlé que du séducteur et non pas de la personne séduite.

L'orateur jette cette maxime, comme la base de ses paroles : *Nothing is true but reason.* Il combattit totalement la doctrine qui exclue la vérité dans un cas de libelle, parce qu'elle tend à briser l'harmonie publique. Cette doctrine est, selon lui, une des nulle absurdités de la loi commune. On doit se résigner à une insécurité sérieuse, pendant où la loi est vague et son esprit inconnu. Avec la doctrine que professe l'avocat-général, il n'est point de liberté possible. Nulle loi indépendante oserait faire part de ses pensées à ses concitoyens, sans encourir la chance d'une poursuite criminelle. Une seule ligne suffirait pour faire traîner un écrivain à la barre de cette cour. Les dangers intimideront les plus timorés, les difficultés arrêteront les hommes supérieurs. Désormais, personne ne pourrait se dire qu'elle est à l'abri de la persécution de cette loi arbitraire. Elle pourrait bien d'avouer qu'elle n'a cessé que la vérité, mais ce n'est pas une défense rationelle aux yeux du ministère public. Mieux vaudrait alors rappeler du ancien l'antique censure de la presse, ou souverire auparavant tous nos écrits à la sévère juridiction d'un censeur général.

Avec ces peines devant les yeux, et ces fers qui pèsent sur les bras, et ces cables qui arrêtent la plume, l'intelligence elle-même se sentirait à l'étroit, garrotée. Il n'est pas un écrivain public, quelque fier, quelque libre qu'il fût, qui pourrait publier ses méditations sans craindre d'être accusé de libelle. Il lui semblerait toujours voir le terrible sabre de Damoclès suspendu au-dessus de sa tête par un seul cheveu. L'idée d'un pareil état de servitude et d'oppression est intipportable. Elle ne peut émaner de quiconque est susceptible de hautes pensées, et les hommes éclairés ne voudront pas accepter de pareilles chaînes. Ils ne parviendront à empêcher de la rejeter loin d'eux.

M. Cohen continuait encore quand l'horloge l'ajourna pour midi sonna à la cathédrale. Il dit alors qu'il sentait lui-même que sa défence n'était pas complète, mais, que n'ayant pas le temps nécessaire pour développer tout son système, il abandonnait cette tâche à ses habiles collègues.

A l'ouverture de la séance du 5 M. P. Soulé eut la parole. Sa brillante réputation avait attiré tous les amateurs de l'art oratoire. On sait qu'il a le bien-être de ne pas jouir beaucoup, auquel il offre si cette fois les conseils de son expérience, et les secours de ses talens. Il embrasa la question sous un point de vue large et juste en même temps. Il en dégagea toutes les branches inutiles et la réduisit à cette simple proposition : " La vérité ne justifie pas toujours le libelle, elle tend seulement à détruire la prosopation de mettre, que le libelle réveille naturellement dans l'esprit". Il soutint que la fameuse maxime paraphrasée ainsi : " The greater the truth, the greater the libel, " est une maxime absurde et *liberticide*.

Mr Soulé est réputé un des plus grands orateurs du pays. Nous tâcherons de recueillir quelques lambeaux de ses puissante défense. Malheureusement nous ne pourrons pas reproduire exactement ses élégantes paroles qui ont ému si profondément l'auditoire. Nous nous sentions dans l'impuissance de traduire sur le papier ce brillant, ces images, ce nerf, cette hardiesse heureuse de la pensée et de l'expression, qui caractérisent ce grand orateur.

. . . On sait ce qu'a été en Angleterre la fameuse Chambre Etoilée, qui, dès son origine, a travesti le véritable esprit de la loi commune. On connait les effets pernicieux de cet odieux tribunal, dont l'unique objet était l'entière destruction des vieilles libertés du peuple, qui voulait exercer une large porte aux envahissements du pouvoir qu'en faisant le sanctuaire de l'oppression, le berceau de toute doctrine tyrannique, qui consacrait solennellement la malsaine que nous débattons aujourd'hui. Mais il existait une autre puissance qui devait émousser la pointe du glaive de l'injustice. Les Jures s'élevèrent contre les décisions de la Chambre, et leur courage fut plus d'une fois un rempart solennel contre le fait. Leur noble indépendance, leur amour de la liberté, leur respect des saintes écritures sur lesquelles ils venaient de déposer leur serment, rendirent vains et impuissants tous les efforts du pouvoir pour étouffer la vérité et écraser la justice. Vainement la colère du despotisme fit grander ses terribles menaces sur leur tête. La doctrine fut repoussée; et, quoique prononcée par la force, l'omnipotence des Jures la rendait nulle dans ses applications. Alors, en évoqua du sein d'une autre loi plus absurde et plus fatale à la liberté. La cour s'arroga la prérogative de juger la question de droit, et laissa aux Jures la question de fait. Mais ceux ci sacrifiant cette seconde doctrine du stigmate de leur désapprobation ils lui dirent, arrêtez! Partout où la vérité ne pût se laisser voir, de lancèrent un verdict d'acquittement. Ils firent retentir les tonnerres de leur indignation sur les oreilles de ceux qui prétendaient asservir leur conscience jusqu'à leur faire condamner un citoyen qui aurait exercé librement sa pensée, sans examiner si ce qu'il avait dit était vrai ou faux.

C'est ce fut qu'en 1784, que ces doctrines furent accueillies par le génie d'Erskine qui éleva en quelque sorte la presse de l'objection où elle croupissait. Il provoquait la gloire de Mansfield, et sa mémoire, qui est encore devant le génie tout-pu